

RWANDA

L'ONU refuse des renforts pour le Rwanda

Malgré la poursuite des massacres et des combats, le Conseil de sécurité a rejeté la demande de Boutros-Ghali d'envoyer des Casques bleus supplémentaires.



Des soldats rwandais, capturés par le FPR, transportent des obus au nord de Kigali.

...

Afrique du Sud, se devait de montrer l'exemple en matière d'*« affirmative action »*. Depuis déjà plusieurs mois, elle a procédé à un revirement à la fois radical et coûteux.

Lorsque Martin Sebesho, le directeur – noir – des relations humaines de SAA, a pris ses fonctions il y a deux ans, 82% des 10 000 employés de SAA étaient des Blancs. « La première personne de couleur a été recrutée en 1983, et il avait alors fallu l'autorisation du Parlement », précise l'homme en charge de la « mue » de la compagnie. Aujourd'hui, la tendance commence à peine à se renverser malgré les changements fulgurants observés derrière les comptoirs et à bord des avions. « C'est sûr que c'est dans ce domaine, où seulement le baccalauréat est requis, que nous avons le plus de succès », poursuit Sebesho. Six semaines d'apprentissage et les jeunes hôtes sont lancées sur les lignes intérieures, les longs-courriers restant, pour encore six mois de formation des nouvelles recrues, le domaine privilégié de leurs collègues blanches plus expérimentées.

Une évolution prévue depuis 1990

Aujourd'hui, le personnel de cabine et au sol de SAA compte 230 « non Blancs », sur un total de 1400 employés. Un déséquilibre flagrant mais moins exorbitant que celui qui continue de régner parmi les autres catégories de personnel: 597 des 600 pilotes sont blancs. « C'est logique, ils sont tous venus de l'armée, des forces aériennes, exclusivement blanches », explique Sebesho. Dans les camps d'entraînement de sa branche armée – Umkhonto we Siwe – l'ANC, aidé de l'Union soviétique et de l'Allemagne de l'Est, a bien formé des aviateurs de combat, « mais faute de posséder une escadrille, ils n'ont pas volé depuis des années », poursuit le responsable. Résultat: sur les quarante candidats s'étant présentés à l'embauche, seulement cinq Noirs et deux Indiens ont été retenus, au grand dam du Sarhwi, le syndicat – à majorité « de couleur » – des ouvriers des transports.

« C'est nier le principe même de l'*« action affirmative »*, que d'écarter des demandeurs d'emplois qui, parce qu'ils ont été désavantagés, ne sont justement pas à la hauteur », explique Nelson Ndise, son responsable noir. « Depuis 1990 où SAA avait prévu de changer la composition raciale de son personnel, il y avait largement le temps d'offrir à ces anciens pilotes une remise à niveau. » A la place, la direction de la compagnie a choisi de miser sur les générations à venir. A raison de 600 000 francs pour chaque

élève, elle entend former à sa charge 10 pilotes « de couleur » par an.

Le même problème de disponibilité se pose en matière de cadres de direction ou de techniciens. Selon Sebesho, « il n'existe pas plus de 100 ingénieurs noirs pour tout le pays ». Pour les uns et les autres, SAA a encore prévu des stages maison intensifs. Ainsi, pour un coût individuel de 60000 francs, la compagnie entend-elle « produire » dix directeurs noirs, indiens ou métis par an. Soit, selon le Sarhwi, une « action affirmative » au compte-gouttes « qui ne peut respecter les objectifs fixés par la compagnie ». Partant de très bas – 3% de gens de couleur sur un total de 10000 employés, SAA espère qu'en l'an 2000 la composition de son personnel reflètera celle de la société sud-africaine: 75% de Noirs, 14% de Blancs, 8% de Métis et 3% d'Indiens.

En attendant, le « rattrapage » ne peut se faire qu'au détriment des Blancs. Depuis un an, la politique officielle interdit toute embauche « blanche ». Les exceptions devant remonter pour approbation jusqu'au conseil d'administration de SAA, après examen détaillé du dossier par monsieur « Champion de la stratégie du changement ». Derrière ce titre ronflant s'agit un homme à la tâche délicate: « Il doit s'assurer que chacun est vraiment à sa place », explique Martin Sebesho. Il s'agit, autrement dit, « en sensibilisant les uns et les autres », d'éviter les frictions, voire une offensive d'arrière-garde du personnel blanc menacé. « Jusqu'à présent, il n'y a eu aucun dérapage raciste », se félicite Sebesho. Un enthousiasme difficilement partagé par le Sarhwi qui, en représentant aussi depuis peu les employés blancs de la SAA, se trouve dans une position délicate.

« C'est en fait un miracle qu'il n'y ait pas eu de rébellion », explique Evan Abraham, un autre responsable – métis – du syndicat. Car, en mauvaise santé, SAA a dû en 1992 et 1993 licencier pas moins de 20000 employés blancs. « Un moyen de faire de la place aux nouvelles recrues noires puisqu'avec l'arrivée imminente de l'ANC au pouvoir, son nouveau « patron », la direction de SAA ne pouvait plus retarder sa politique d'*« action affirmative »*. Résultat: malgré des comptes toujours dans le rouge, elle a rouvert cette année les robinets de l'embauche, aux personnes « de couleur » seulement. « Mais comme il n'y en a pas assez pour remplir les postes vacants, des Blancs sont embauchés, seulement comme contractuels, s'insurge Evan. C'est la meilleure façon de faire capoter le projet que d'en faire une discrimination à l'envers. »

Corinne MOUTOUT

U ne marée humaine d'au moins 320 000 civils, dont 250 000 pour la seule journée de vendredi, a fui les combats dans le sud-est du Rwanda, formant « le plus ample mouvement de réfugiés jamais observé par la Croix-Rouge », a estimé samedi Robert Watkins, directeur des opérations de l'organisation en Afrique centrale.

Cet exode confirme la poussée des forces rebelles du FPR (Front patriotique rwandais) qui, à partir de leur insurrection dans le nord du pays, ont conquis plusieurs localités de l'Est et notamment la province de Kibungo. A Kigali, où échanges de tirs d'artillerie et d'armes légères se sont poursuivis durant le week-end, des milliers de personnes sont « déplacées » à l'intérieur même de la capitale.

Les deux camps se rejettent la responsabilité des massacres. Alors que le FPR accuse « l'armée et les milices hutues de continuer à tuer les Tutsis et les opposants », le FPR se livre, à en croire les autorités gouvernementales, à un « terrorisme sélectif », éliminant cadres et fonctionnaires dans les préfectures et les communes conquises.

Devant cette situation, le secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali a demandé vendredi au Conseil de sécurité d'envisager à nouveau une « action énergique » pour restaurer l'ordre, alors que quelques jours plus tôt il définissait trois hypothèses: un retrait pur et simple de l'ONU du Rwanda, une réduction des effectifs des Casques bleus, ou leur augmentation en termes de « milliers d'hommes ».

La détresse des réfugiés et la poursuite des massacres ont donc poussé Boutros-Ghali – qui a avancé le chiffre de 200 000 morts ces trois dernières semaines – à privilégier la troisième option: « L'ampleur des souffrances humaines au Rwanda et ses implications pour la stabilité des pays voisins ne laissent d'autre alternative », écrit-il

dans son message au Conseil de sécurité, à qui il demande de « réexaminer les décisions qu'il a prises dans sa résolution 912 (réduction de la force de 2 500 à 300 Casques bleus) et d'envisager de nouveau quelle action il pourrait prendre afin de rétablir la loi et l'ordre ». L'essentiel du personnel de la Minuar (mission de l'ONU au Rwanda) avait été retiré la semaine dernière de ce pays, où il ne reste actuellement que 450 Casques bleus qui assistent impuissants aux tueries sans avoir ni le mandat ni les moyens de les empêcher.

Mais le Conseil de sécurité n'a pas suivi la recommandation du secrétaire général. Samedi, après neuf heures de négociations, les ambassadeurs des pays membres se sont contentés de condamner les massacres, sans se prononcer sur un renforcement de la mission des Nations unies. Ils ont toutefois exprimé leur intention de considérer « d'urgence » la requête de Boutros-Ghali, à qui ils demandent de leur rendre compte, en consultation avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA), « des nouvelles initiatives qui pourraient être prises en vue d'aider à rétablir l'ordre au Rwanda et à assurer la sécurité des personnes déplacées ».

Dans sa déclaration, adoptée par consensus, le Conseil a cependant souligné que les tueries avaient été perpétrées « en particulier » dans des régions sous contrôle des « membres ou des partisans » des forces gouvernementales. Il demande enfin « à tous les Etats » de s'abstenir de fournir une aide militaire aux parties en conflit, et se déclare prêt à « envisager sans tarder » l'imposition d'un embargo sur les armes au Rwanda. Le Conseil de sécurité devrait réexaminer la situation dès le début de cette semaine prochaine.

De son côté Bill Clinton a appelé samedi les forces gouvernementales et le FPR à « un cessez-le-feu immédiat » et à retourner à la table des négociations. Le président américain a également

encouragé « les efforts des dirigeants régionaux » pour rechercher la paix dans ce pays d'Afrique centrale, réaffirmant que les Etats-Unis étaient prêts à participer à un nouveau processus de négociations en vue d'une paix durable.

L'ONU comme la Maison Blanche semblent ainsi se tourner vers les pays de l'OUA, qui pourraient être mis contribution pour constituer une force de paix.

S. Etr (avec AFI)

REPERES Chronologie

- **Octobre 1990**: 1 500 rebelles tutsis du Front patriotique rwandais (FPR), recrutés parmi les réfugiés rwandais en Ouganda, passent à l'offensive.
- **4 août 1993**: le gouvernement et le FPR concluent des accords de paix à Arusha (Tanzanie). Ils prévoient la mise en place d'un gouvernement transitoire et le déploiement d'une force des Nations unies.
- **6 avril 1994**: les présidents du Rwanda et du Burundi meurent à Kigali dans un accident d'avion, probablement dû à un attentat.
- **7 avril**: le Premier ministre, Agathe Uwilingiyimana, est assassiné. Les massacres de Tutsis commencent dans la capitale, imputés à la Garde présidentielle et aux milices favorables au président disparu. Un gouvernement intérimaire est formé, hostile à un partage du pouvoir avec les Tutsis du FPR.
- **12 avril**: les forces du FPR pénètrent à Kigali.
- **21 avril**: le Conseil de sécurité de l'ONU réduit de 2 700 à 270 le nombre des Casques bleus.
- **24 avril**: le FPR annonce un cessez-le-feu unilatéral à Kigali. Les combats reprennent dès le 26 avril

Libération a rendez-vous
avec les livres

Chaque jeudi
le cahier Livres de Libération